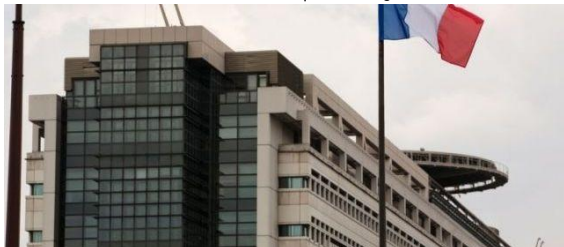


Dettes publiques : chaque Français a une ardoise de 30.000 euros

Publié le 17.09.2013, 08h10 | Mise à jour : 09h10



La dette de la France devrait grimper jusqu'à 95,1% de notre produit intérieur brut (PIB) pour atteindre en fin d'année près de 1 950 milliards d'euros. | (AFP/Loïc Venance)

Si d'aventure tous les créanciers de la [France](#) venait frapper à notre porte pour se faire rembourser, chaque Français devrait en théorie rembourser plus 30.000 euros ! Selon [Le Figaro](#), le taux d'endettement, qui sera présenté la semaine prochaine dans la loi de finances pour 2014, devrait grimper jusqu'à 95,1% de notre produit intérieur brut (PIB), atteignant en fin d'année près de 1. 950 milliards d'euros même si la croissance repart de 0,9%. Un taux bien supérieur aux prévisions que [Paris](#) a envoyées au [printemps](#) à Bruxelles dans le programme de stabilité, qui fixait comme objectif d'atteindre un taux de 94,3%.

En deux ans, sous l'effet de la crise, la France a été obligée d'emprunter de plus en plus. Pendant cette période, l'ardoise s'est creusée de 120 milliards d'euros: le taux était de 90,2% du PIB en 2012 et de 93,4% en 2013. Le raison de ce dérapage ? La France doit principalement financer son déficit public sur les marchés. Et même si le gouvernement prévoit de le ramener de 4,1% à 3,6 % à la fin 2014, il faudra attendre 2015 pour en voir les effets. «L'endettement va atteindre un maximum et ensuite ça décroîtra», a expliqué Pierre Moscovici, le ministre des Finances, ce mardi, sur France 2. Et d'ajouter immédiatement : «Pendant le quinquennat précédent, sous Nicolas Sarkozy, nous l'avons dénoncé, le déficit s'est accru de 600 milliards d'euros, on est passé en dix ans de 60% du PIB (*produit intérieur brut*) à plus de 90%.»

Rembourser l'équivalent du budget de l'Education nationale

De surcroît, la dette a été plombée par les plans de soutien financiers à la zone euro. Ces derniers ont déjà eu un impact sur la dette 2012 de la France de 48 milliards. L'addition pourrait être de 68,7 milliards d'euros fin 2014. Sans cela, la dette atteindrait 91,8% du PIB à la fin 2014.

En attendant, la France va devoir rembourser à ses créanciers environ 46 milliards d'euros, soit une somme sensiblement équivalente au budget de l'éducation nationale et plus du double de celui consacré à la recherche ou à l'enseignement supérieur. À la veille de l'été, le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud, lors de la présentation de son rapport annuel sur les finances publiques, avait prévenu qu'«aussi longtemps que notre pays aura une dette élevée, il se situera dans une zone dangereuse qui l'expose à un risque en cas de hausse des taux d'intérêt».

C'est là le point clef. En 2012, quand les agences de notation américaines avaient dégradé la France de son triple A (synonyme de la bonne santé et de la solidité de l'économie), la crainte de voir les taux d'intérêts s'envoler étaient réels, à l'image de ce qui se passait dans d'autres pays européens : Grèce, Italie, Espagne... En réalité, les taux sont restés à des niveaux historiquement bas. La France et l'Allemagne étant considérés comme des valeurs refuges. Cependant, selon [Le Figaro](#), les taux remontent depuis un an pour atteindre 2,57%, quand l'Allemagne est aux alentours de 1,94% et l'Italie de 4,45%. C'est pourquoi le gouvernement est obligé d'engager des réformes structurelles lourdes comme sur les retraites ou de réduire les dépenses publiques pour conserver la confiance de nos soutiens financiers.